

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 2232

[C — 2001/27459]

18 JUILLET 2001. — Décret relatif à l'aide sociale aux justiciables

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° justiciables : les inculpés, les condamnés, les ex-détenus et les victimes, tels que définis ci-dessous, ainsi que leurs proches;

2° inculpés : les personnes qui ont fait l'objet d'une inculpation et qui sont maintenues en liberté. Sont également considérées comme inculpés les personnes à l'égard de qui l'action publique est engagée ainsi que celles qui se trouvent dans une situation qui les expose ou qui pourrait les exposer à faire l'objet d'une inculpation;

3° condamnés : les personnes non détenues qui font l'objet d'une condamnation à une peine ou d'une mesure de mise à l'épreuve décidée en application de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation;

4° ex-détenus : les personnes mises en liberté à titre conditionnel, provisoire ou définitif, en ce compris les personnes ayant fait l'objet d'une mesure de défense sociale;

5° victimes : les personnes ayant subi une infraction ou un fait qualifié d'infraction;

6° services d'aide sociale aux justiciables : les services, agréés par la Région wallonne, qui assurent l'aide sociale aux inculpés, condamnés, ex-détenus et victimes, ainsi qu'à leurs proches;

7° aide sociale : toute action individuelle ou de groupe destinée à permettre une participation active à la vie sociale, économique, politique et culturelle conformément aux droits de l'homme, ainsi qu'une compréhension critique des réalités de la société notamment par le développement des capacités d'analyse, d'action et d'évaluation. L'aide sociale comprend également l'aide psychologique destinée à soutenir les personnes confrontées à des problèmes particuliers en rapport avec un comportement délinquant ou à une situation de victimisation, à l'exception de la prise en charge à long terme nécessitée par des troubles psychiques persistants;

8° Commission : la Commission consultative wallonne de l'aide sociale aux justiciables;

9° Ministre : le Ministre ayant l'aide sociale aux justiciables dans ses attributions.

Art. 3. Les services d'aide sociale aux justiciables peuvent être agréés par le Gouvernement s'ils satisfont aux conditions fixées par le présent décret ou en vertu de celui-ci.

CHAPITRE II. — Des missions

Art. 4. Les services d'aide sociale aux justiciables veillent à garantir aux inculpés, condamnés, ex-détenus et victimes, ainsi qu'à leurs proches, qui le demandent ou qui l'acceptent, l'exercice du droit à l'aide sociale.

Art. 5. En ce qui concerne les victimes, les services d'aide sociale aux justiciables ont notamment pour missions particulières :

1° d'assurer une permanence spécifique d'aide aux victimes, dans des locaux appropriés;

2° de contacter, dès que possible, les victimes qui ont autorisé les services de police à communiquer leurs coordonnées;

3° d'accompagner les victimes qui sollicitent une aide, tout au long de leurs démarches, pour faire face aux conséquences de la victimisation, en ce compris la victimisation secondaire, et, si possible, les aider à en obtenir réparation;

4° de fournir des informations permettant d'orienter la victime dans ses relations avec la police, le pouvoir judiciaire et les sociétés d'assurances, ainsi que de bénéficier de l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence;

5° d'apporter une aide psychologique centrée sur les conséquences directes ou indirectes de la victimisation et l'assimilation du bouleversement causé par l'événement subi;

6° de faciliter l'accès des victimes qui le nécessitent aux services d'aide aux personnes et, le cas échéant, aux services de soins médico-psychiatriques;

7° de sensibiliser le public et les services concernés aux droits et aux besoins spécifiques des victimes.

Art. 6. En ce qui concerne les inculpés, condamnés et ex-détenus, les services d'aide sociale aux justiciables ont notamment pour missions particulières :

1° de faciliter l'accès des bénéficiaires aux ressources des services d'aide aux personnes;

2° de favoriser l'insertion ou la réinsertion socioprofessionnelle des justiciables;

3° de sensibiliser le public et les organismes concernés aux problèmes liés au traitement de la délinquance dans la collectivité ainsi qu'aux besoins de leurs bénéficiaires en termes d'égalité des chances;

4° de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de solutions alternatives à la détention ou d'activités permettant d'éviter la privation de liberté.

CHAPITRE III. — *De l'agrément*

Art. 7. Un service d'aide sociale aux justiciables est agréé dans chaque arrondissement judiciaire.

Lorsque le nombre d'habitants, le taux de criminalité, la configuration géographique ou la concentration des différentes problématiques rencontrées par les services d'aide sociale aux justiciables le requièrent, le Gouvernement peut agréer un ou plusieurs services supplémentaires dans le même arrondissement.

Art. 8. La demande d'agrément est introduite auprès du Gouvernement par le service d'aide sociale aux justiciables.

Le Gouvernement détermine le contenu du dossier de demande d'agrément. Ce dossier comporte en tout cas :

- 1° la description des tâches assumées par le service;
- 2° les statuts du pouvoir organisateur;
- 3° la composition des organes d'administration et du personnel.

Art. 9. Pour être agréé, le service d'aide sociale aux justiciables doit répondre aux conditions suivantes :

- 1° être créé et organisé par une province, une association de communes ou de CPAS, un établissement d'utilité publique ou constitué en association sans but lucratif ayant pour objet l'aide sociale aux justiciables;
- 2° avoir le siège de ses activités en Région wallonne;
- 3° accomplir de manière régulière, seul ou en collaboration, les missions d'aide aux justiciables visées au chapitre II;
- 4° fournir gratuitement les prestations d'aide sociale aux justiciables, et sans distinction de sexe, de race, de langue, de religion, d'opinion ou d'origine sociale;
- 5° faire bénéficier les justiciables d'une aide sociale :
 - a. en collaborant en permanence avec les structures publiques ou privées pouvant contribuer à aider les justiciables;
 - b. en participant aux activités et projets entrepris ou encouragés dans ce cadre par la Région wallonne;
- 6° disposer de locaux appropriés permettant au moins l'organisation d'un secrétariat administratif et de permanences d'accueil et de consultation;
- 7° exercer principalement leurs activités dans leur arrondissement judiciaire. A la demande de justiciables, ils peuvent étendre leurs activités dans un arrondissement judiciaire limitrophe, en collaboration avec le ou les services agréés dans ce dernier. Ils peuvent également étendre leurs activités dans un arrondissement judiciaire limitrophe lorsqu'il n'existe pas dans leur arrondissement de service d'aide sociale aux justiciables agréé.

Le Gouvernement détermine les conditions spécifiques d'agrément relatives au personnel subventionné et à l'organisation des locaux des services d'aide sociale aux justiciables.

Art. 10. L'agrément est accordé par le Gouvernement, sur avis de la Commission, pour un terme de cinq ans maximum. Il est renouvelable à la demande du service d'aide sociale aux justiciables.

Lorsqu'il s'agit d'une demande visant à l'agrément d'un nouveau service, l'agrément est accordé pour une durée à l'essai d'un an. Au terme de cette période, l'agrément est, sauf décision contraire de l'autorité, prolongé pour une période de quatre ans.

L'agrément peut être retiré, sur avis de la Commission, pour cause d'inobservation des dispositions du présent décret ou des dispositions fixées en vertu de celui-ci.

Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi, de renouvellement et de retrait de l'agrément.

Il fixe les modalités de recours en cas de refus ou de retrait de l'agrément.

CHAPITRE IV. — *Des subventions*

Art. 11. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue aux services d'aide sociale aux justiciables agréés des subventions couvrant :

- 1 les dépenses de personnel;
- 2° les frais de fonctionnement.

En vue de leur subventionnement, les services d'aide sociale aux justiciables sont agréés en catégories fixées par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine les modalités d'octroi des subventions.

Art. 12. Il peut être accordé des subventions aux services d'aide sociale aux justiciables ou à d'autres institutions ou associations qui se distinguent par leur action d'aide sociale aux justiciables, pour des projets particuliers qu'ils se proposent de réaliser dans le cadre de leurs missions.

L'octroi des subventions visées à l'alinéa 1^{er} fait l'objet d'une convention.

CHAPITRE V. — *Du bénévolat*

Art. 13. Les services d'aide sociale aux justiciables peuvent faire appel au concours de collaborateurs bénévoles pour l'accomplissement d'une ou plusieurs de leurs missions.

Le Gouvernement peut déterminer les modalités d'application du présent article.

Art. 14. Les collaborateurs bénévoles doivent :

- 1° justifier de leur compétence, par leur formation professionnelle ou leur expérience, dans le domaine de l'aide sociale;
- 2° être encadrés par le personnel professionnel du service, sous la responsabilité de la direction.

CHAPITRE VI. — *De la Commission consultative wallonne de l'aide sociale aux justiciables*

Art. 15. § 1^{er}. Il est créé une Commission consultative wallonne de l'aide sociale aux justiciables.

§ 2. Outre la mission de rendre des avis en application de l'article 10, alinéas 1^{er} et 3, la Commission a pour missions :

- 1° d'assurer les contacts nécessaires à une collaboration efficace entre les services d'aide sociale aux justiciables agréés, l'administration et le Ministre;
- 2° de remettre à la demande du Ministre un avis sur tout problème qui concerne l'aide sociale aux justiciables;
- 3° de soumettre au Ministre toute proposition jugée utile qui concerne l'aide sociale aux justiciables.

Art. 16. § 1^{er}. La Commission est composée des membres suivants, nommés pour une période de quatre ans :

- 1° six représentants des services agréés d'aide sociale aux justiciables, désignés par le Gouvernement;
- 2° quatre personnes au maximum, choisies en raison de leurs compétences particulières dans le secteur de l'aide sociale aux justiciables, désignées par le Gouvernement;
- 3° trois représentants du Gouvernement;
- 4° un représentant de l'administration, désigné par le Gouvernement.

Les mandats sont renouvelables.

Le Gouvernement désigne également, pour chaque membre effectif, un suppléant.

§ 2. Les membres visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3° et 4°, siègent avec voix consultative.

§ 3. Le Président et le Vice-président sont désignés par le Gouvernement parmi les membres visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 2°.

§ 4. Le secrétariat de la Commission est assuré par le membre visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°.

Art. 17. Le Gouvernement fixe le montant des jetons de présence et des indemnités de déplacement des membres de la Commission.

Il fixe également les règles de fonctionnement de la Commission.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales et transitoires*

Art. 18. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 décembre 1989 relatif à l'agrément et à l'octroi des subventions aux services d'aide sociale aux justiciables, modifié par les arrêtés des 20 octobre 1992, 12 juillet 1996, 31 décembre 1997 et 2 juillet 1999, est abrogé.

Art. 19. Les services agréés sur la base de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 décembre 1989 relatif à l'agrément et à l'octroi des subventions aux services d'aide sociale aux justiciables sont considérés comme agréés pour l'application du présent décret jusqu'à ce que l'agrément qui leur a été initialement accordé cesse de produire ses effets.

Art. 20. Aussi longtemps que la Commission visée au chapitre VI n'a pas été constituée, la Commission consultative de l'aide sociale aux justiciables, instituée par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 décembre 1989 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services d'aide sociale aux justiciables, assume les missions de la Commission.

Art. 21. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 18 juillet 2001.

Le Ministre-Président

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

Notes

(1) *Session 2000-2001.*

Documents du Conseil 242 (2000-2001) N^{os} 1 à 7.

Compte rendu intégral, séance publique du 18 juillet 2001.

Discussion - Vote.

VERTALING
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 2232

[C — 2001/27459]

18 JULI 2001. — Decreet betreffende de hulpverlening aan rechtsonderhorigen

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° rechtsonderhorige : inverdenkinggestelde, veroordeelde, ex-gedetineerde en slachtoffer zoals hieronder omschreven, evenals hun naaste familieleden;

2° inverdenkinggestelde : persoon die in verdenking is gesteld en die in vrijheid wordt gelaten. Als inverdenkinggestelde wordt ook de persoon beschouwd tegen wie een strafvordering lopende is, evenals de persoon die zich in een toestand bevindt die ertoe leidt of zou kunnen leiden dat hij in verdenking wordt gesteld;

3° veroordeelde : niet aangehouden persoon die veroordeeld wordt tot een straf of die onderworpen is aan een maatregel in het kader van de proeftijd die hem toegestaan wordt en waartoe besloten wordt in uitvoering van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie;

4° ex-gedetineerde : persoon die een voorwaardelijke, voorlopige of definitieve invrijheidstelling geniet, met in begrip van de persoon die onderworpen is aan een maatregel ter bescherming van de maatschappij;

5° slachtoffer : persoon die onder een overtreding of een overtreding genoemd feit te lijden heeft gehad;

6° centrum voor forensisch welzijnswerk : dienst die door het Waalse Gewest is erkend en die welzijnswerk verricht ten gunste van inverdenkinggestelden, veroordeelden, ex-gedetineerden en slachtoffers, evenals van hun naaste familieleden;

7° welzijnswerk : elke individuele of in groep ondernomen actie, enerzijds, ter bevordering van de actieve deelname aan het maatschappelijk, economisch, politieke of culturele leven overeenkomstig de rechten van de mens en, anderzijds, voor het aankweken van een kritische kijk op het maatschappelijk gebeuren, inzonderheid door de ontwikkeling van de analyse-, actie- en evaluatievaardigheden. Het welzijnswerk houdt ook een psychologische hulpverlening in ter ondersteuning van personen die te kampen hebben met bijzondere problemen die verband houden met delinquent gedrag of met slachtofferschap, met uitzondering van de opvang die wegens blijvende psychische klachten op lange termijn noodzakelijk is;

8° Commissie : de Waalse adviescommissie voor hulpverlening aan rechtsonderhorigen;

9° Minister : de minister bevoegd voor hulpverlening aan rechtsonderhorigen.

Art. 3. De centra voor forensisch welzijnswerk kunnen worden erkend door de Regering indien ze voldoen aan de voorwaarden die door of krachtens dit decreet vastgesteld worden.

HOOFDSTUK II. — *Opdrachten*

Art. 4. De centra voor forensisch welzijnswerk zorgen ervoor dat de inverdenkinggestelden, de veroordeelden, de ex-gedetineerden en de slachtoffers evenals hun naaste familieleden die dat vragen of aanvaarden hun recht op welzijnswerk gewaarborgd wordt.

Art. 5. Wat de slachtoffers betreft, zijn de centra voor forensisch welzijnswerk inzonderheid met bijzondere opdrachten belast :

1° het organiseren van een specifieke dienstwaarneming inzake slachtofferhulp in daartoe geschikte lokalen;

2° de onverwijfde contactopname met de slachtoffers die de politiediensten de toestemming hebben gegeven om hun adresgegevens mede te delen;

3° de begeleiding van slachtoffers die in het ondernemen van de nodige stappen hulp vragen om de gevolgen van het slachtofferschap, waaronder inbegrepen de secundaire victimisering, meester te kunnen worden en om indien mogelijk er een schadeloosstelling voor te krijgen;

4° de informatieverstrekking met het oog op de oriëntering van het slachtoffer in diens betrekkingen met de politie, de rechterlijke macht en de verzekeringsmaatschappijen, evenals met het oog op het krijgen van hulp van staatswege aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden;

5° het voorzien in psychologische hulpverlening die gericht is op de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van het slachtofferschap en de verwerking van de teweeggebrachte schok;

6° het vergemakkelijken, voor de personen voor wie dat nodig is, van de toegang tot de centra voor personenzorg en, eventueel, tot de centra voor medisch-psychiatrische zorgverlening;

7° de sensibilisering van het publiek en de betrokken centra voor de rechten en de specifieke noden van de slachtoffers.

Art. 6. Wat de inverdenkinggestelden, de veroordeelden en de ex-gedetineerden betreft, zijn de centra voor forensisch welzijnswerk inzonderheid met bijzondere opdrachten belast :

1° het vergemakkelijken, voor de gerechtigden, van de toegang tot de bekwamheden van de centra voor personenzorg;

2° de bevordering van de inschakeling of de herinschakeling van de rechtsonderhorigen in het socio-economische leven;

3° de sensibilisering van het publiek en de betrokken instellingen voor de problemen die verband houden met de behandeling van delinquentie in het openbaar leven en voor de noden van de gerechtigden wat de gelijke kansen betreft;

4° de bijdrage tot de uitwerking en de uitvoering van oplossingen die als alternatief gelden voor de hechtenis of van activiteiten waardoor de vrijheidsberoving voorkomen kan worden.

HOOFDSTUK III. — *Erkenning*

Art. 7. In elk gerechtelijk arrondissement wordt er een centrum voor forensisch welzijnswerk erkend.

Indien het aantal inwoners, de criminaliteitscijfers, de geografische ligging of de verstrengeling van uiteenlopende problemen dat vereisen, kan de Regering één of meerdere bijkomende centra voor forensisch welzijnswerk per arrondissement erkennen.

Art. 8. De erkenning moet door het centrum voor forensisch welzijnswerk bij de Regering worden aangevraagd.

De Regering bepaald de inhoud van het aanvraagdossier. In dat dossier wordt in ieder geval melding gemaakt van :

- 1° de taakomschrijving van het centrum;
- 2° de statuten van de inrichtende macht;
- 3° de samenstelling van de bestuursorganen en het personeel.

Art. 9. Om erkend te worden, moeten de centra voor forensisch welzijnswerk aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° opgericht zijn en georganiseerd worden door een provincie, een vereniging van gemeenten of van OCMW's, een instelling van openbaar nut of als vereniging zonder winstoogmerk met als doel forensisch welzijnswerk zijn opgericht;

2° zijn bedrijfszetel in het Waalse Gewest hebben;

3° op regelmatige basis, zelfstandig of in samenwerkingsverband, de forensisch-welzijnswerkopdrachten bedoeld in hoofdstuk II volbrengen;

4° gratis forensisch-welzijnswerkprestaties leveren zonder onderscheid van geslacht, ras, taal, godsdienst, opinie of maatschappelijke afkomst;

5° de rechtsonderhorigen hulp verlenen :

a. door permanent samen te werken met overheids- en privé-diensten die kunnen bijdragen tot de hulpverlening aan rechtsonderhorigen;

b. door deel te nemen aan de activiteiten en de projecten die in dat verband door het Waalse Gewest worden ondernomen of ondersteund;

6° beschikken over lokalen die tenminste geschikt zijn om een bestuurssecretariaat, een dienstwaarneming en een consult te organiseren;

7° hun activiteiten hoofdzakelijk uitoefenen in het gerechtelijk arrondissement waar ze gevestigd zijn. Op vraag van de rechtsonderhorigen kunnen ze hun activiteiten ook uitbreiden tot het aangrenzende gerechtelijk arrondissement waar ze samenwerken met het centrum of de centra die daar zijn erkend. Ze kunnen eveneens hun activiteiten uitbreiden tot het aangrenzende gerechtelijke arrondissement indien er in het arrondissement waar ze gevestigd zijn geen erkend centrum voor forensisch welzijnswerk bestaat.

De Regering bepaalt de specifieke voorwaarden voor de erkenning met betrekking tot het gesubsidieerd personeel en de organisatie van de lokalen van de centra voor forensisch welzijnswerk.

Art. 10. De erkenning wordt op advies van de Commissie door de Regering verleend voor een maximumtermijn van vijf jaar. De erkenning kan worden verlengd op aanvraag van het centrum voor forensisch welzijnswerk.

Indien de aanvraag de erkenning van een nieuw centrum betreft, wordt ze verleend voor een eenjarige proefperiode. Na afloop van die periode wordt de erkenning behalve andersluidende beslissing van de overheid met vier jaar verlengd.

De erkenning kan op advies van de Commissie worden ingetrokken wegens niet-naleving van de bepalingen van dit decreet of van de bepalingen die krachtens dit decreet worden vastgesteld.

De erkennings-, verlengings- en intrekkingregeling wordt door de Regering vastgelegd.

De beroepsregeling bij weigering of intrekking van de erkenning wordt door de Regering vastgelegd.

HOOFDSTUK IV. — *Subsidiëring*

Art. 11. Binnen de perken van de begrotingskredieten subsidieert de Regering de centra voor forensisch welzijnswerk voor wat betreft :

- 1° de personeelsuitgaven;
- 2° de werkingskosten.

Met het oog op de subsidiëring worden de centra voor forensisch welzijnswerk door de Regering erkend volgens bepaalde categorieën.

De subsidieregeling wordt door de Regering vastgelegd.

Art. 12. Er kunnen subsidies worden toegekend aan de centra voor forensisch welzijnswerk en aan andere instellingen of verenigingen die zich onderscheiden door hun daden van forensisch welzijnswerk voor bijzondere projecten die ze in het kader van hun opdrachten willen afwerken.

Voor de subsidiëring bedoeld in het eerste lid wordt een overeenkomst opgesteld.

HOOFDSTUK V. — *Vrijwilligerswerk*

Art. 13. De centra voor forensisch welzijnswerk kunnen een beroep doen op vrijwilligers voor de uitvoering van één of verschillende opdrachten.

De Regering kan de toepassingsregeling voor dit artikel bepalen.

Art. 14. De vrijwilligers moeten :

1° een bewijs voor hun bekwaamheid voorleggen via hun beroepsopleiding of hun werkervaring inzake welzijnswerk;

2° onder verantwoordelijkheid van de directie ondersteund worden door het beroepsmatig aangestelde personeel van het centrum.

HOOFDSTUK VI. — *De Waalse adviescommissie voor hulpverlening aan rechtsonderhorigen*

Art. 15. § 1. Er wordt een Waalse adviescommissie voor hulpverlening aan rechtsonderhorigen opgericht.

§ 2. Naast haar adviserende opdracht in uitvoering van artikel 10, eerste en derde lid, heeft de Commissie de volgende opdrachten :

1° zorgen voor het contact dat nodig is voor een doeltreffende samenwerking tussen de centra voor forensisch welzijnswerk, het bestuur en de minister;

2° de minister op diens vraag een advies overleggen over elk probleem dat betrekking heeft op de hulpverlening aan rechtsonderhorigen;

3° de minister elk voorstel overleggen dat nuttig wordt geacht in verband met de hulpverlening aan rechtsonderhorigen.

Art. 16. § 1. De Commissie bestaat uit de volgende voor een periode van vier jaar benoemde leden :

1° zes vertegenwoordigers van de centra voor forensisch welzijnswerk, aangesteld door de Regering;

2° maximum vier personen die wegens hun bijzondere bekwaamheden in de sector van het forensisch welzijnswerk worden uitgekozen, aangesteld door de Regering;

3° drie vertegenwoordigers van de Regering;

4° één vertegenwoordiger van het bestuur, aangesteld door de Regering.

De mandaten zijn hernieuwbaar.

De Regering stelt ook voor elk gewoon lid een plaatsvervangend lid aan.

§ 2. De leden bedoeld in § 1, eerste lid, 3° en 4°, hebben zitting met raadgevende stem.

§ 3. De Voorzitter en Ondervoorzitter worden aangesteld door de Regering uit de leden bedoeld in § 1, eerste lid, 1° en 2°.

§ 4. Het secretariaat van de Commissie wordt waargenomen door het lid bedoeld in § 1, eerste lid, 4°.

Art. 17. De Regering legt het bedrag van het aanwezigheidsgeld en de reisvergoeding van de commissieleden vast.

De Regering legt eveneens de werkingsregeling van de Commissie vast.

HOOFDSTUK VII. — *Slot- en overgangsbepalingen*

Art. 18. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 december 1989 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de diensten voor forensische welzijnszorg, gewijzigd door de besluiten van 20 oktober 1992, 12 juli 1996, 31 december 1997 en 2 juli 1999, wordt opgeheven.

Art. 19. De centra die erkend werden op grond van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 december 1989 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de diensten voor forensische welzijnszorg worden voor de toepassing van dit decreet als erkend beschouwd totdat de erkenning die hen aanvankelijk werd verleend, ophoudt uitwerking te hebben.

Art. 20. Zolang de Commissie bedoeld in hoofdstuk VI niet is opgericht, worden diens opdrachten waargenomen door de Adviescommissie voor forensische welzijnszorg opgericht door het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 december 1989 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de diensten voor forensische welzijnszorg waargenomen.

Art. 21. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2002.

Bekrachtigen dit decreet, bevelen dat het wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 18 juli 2001.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Mevr. M. ARENA

—
Nota's

(1) Zittingsjaar 2000-2001.

Stukken van de Raad 242 (2000-2001) nrs. 1 t.e.m. 7.

Volledig verslag, openbare zitting van 18 juli 2001.

Bespreking – Stemming.